

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plérin, le 16/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SERMIX

16 RUE DE CALOUE
22600 Loudéac

Références : 2025.135
Code AIOT : 0005503784

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2025 dans l'établissement SERMIX implanté 16 RUE DE CALOUE 22600 Loudéac. L'inspection a été annoncée le 26/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'est déroulée dans le cadre d'une action nationale de la DREAL visant à identifier les moyens mis en œuvre par l'exploitant pour assurer la mise en sécurité de son site en cas de coupure des utilités, notamment électriques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERMIX

- 16 RUE DE CALOUET 22600 Loudéac
- Code AIOT : 0005503784
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Historiquement, la société SERMIX fabrique des aliments pour animaux, notamment des prémélanges (prémix) et des aliments minéraux vitaminés pour porcins, sous forme de farines, de granulés ou de vermicelles.

Dans le cadre d'une réorganisation des activités nationales, l'entreprise envisage de sous-traiter la production d'aliments finis et, à la place, d'augmenter ses capacités de production de prémix, d'additifs et d'aliments minéraux vitaminés.

Cette évolution nécessitera la présence sur site de quantités plus importantes de matières premières et de produits finis justifiant d'un classement sous des rubriques ICPE (notamment n° 4510 - toxiques pour l'environnement aquatique).

Le site est actuellement classé SEVESO seuil bas au regard de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. A l'issue de l'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale relatif à la mise en place des modifications évoquées ci-dessus, il basculera vers le statut SEVESO seuil haut.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	3 mois
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Conformité des installations électriques	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 16	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	cas de perte d'électricité (2)		
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au contrôle réalisé le 01/04/2025, l'inspection constate que les risques associés à l'activité de production d'aliments pour bétail, réalisée par l'entreprise SERMIX sur le site de la zone de Calouët à Loudéac, ne sont pas aggravés en cas de coupure intempestive des utilités, notamment en électricité ou en gaz naturel.

En particulier, l'exploitant dispose de batteries autonomes qui permettent de maintenir le fonctionnement des détecteurs incendie en cas de perte électrique et est prévenu immédiatement d'un tel dysfonctionnement.

Par contre, lors de l'inspection du 1^{er} avril 2025, il a été constaté que les installations électriques de l'usine présentaient actuellement de nombreuses non-conformités dont certaines pouvaient être à l'origine d'un risque d'incendie ou d'explosion. Aussi, l'inspection propose à M. Le Préfet des Côtes d'Armor de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les travaux nécessaires à leur sécurisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]

Constats :

Dans son étude de dangers, l'exploitant indique que, pour réaliser ses process, il utilise les utilités suivantes :

- l'électricité pour le fonctionnement des installations et équipements, notamment de détection ;
- l'air comprimé ;
- l'eau potable, utilisée en cours de process et en tant que moyen d'intervention en cas de sinistre ;
- le gaz naturel pour le fonctionnement de l'installation de combustion permettant la production de la vapeur (procédé SHUGGI).

L'étude de dangers de l'exploitant présente également un plan d'ensemble à l'échelle 1/400 qui indique, notamment, le positionnement :

- des réseaux d'eaux (potable, pluviales et usées) et bouches incendie
- des réseaux d'électricité haute et basse tension,
- du réseau de gaz naturel et des vannes d'arrêt existantes.

L'étude de dangers comprend également des plans détaillant le positionnement des canalisations aériennes de gaz au niveau des locaux disposant d'une chaudière (chauffage et SHUGGI pour process).

L'inspection réalisée le 01/04/2025 confirme l'usage de ces utilités et le positionnement général des réseaux.

L'étude de dangers présente la modélisation des phénomènes dangereux ayant été retenus suite à l'analyse préliminaire des risques (incendie, émissions toxiques dans les fumées d'incendie, explosion de silos ou de canalisation de gaz naturel).

Compte-tenu des scénarios identifiés, le 01/04/2025, l'inspection a interrogé l'exploitant sur l'impact que pourrait avoir une coupure d'électricité ou de gaz naturel sur ses activités, notamment en termes de maîtrise du risque.

Actuellement, l'exploitant ne dispose pas de moyen spécifique susceptible de lui transmettre directement l'information relative à l'apparition d'une coupure sur ces utilités.

Cependant, en cas de coupure d'électricité, le système de détection incendie transmet immédiatement une alerte sur les téléphones portables professionnels de personnes identifiées (directeur, maintenance) pour les avertir que les détecteurs se sont mis à fonctionner sur batterie. En ce qui concerne un dysfonctionnement sur le réseau de gaz naturel, l'exploitant serait alerté par l'arrêt intempestif des chaudières, notamment celle utilisée pour le process (SHUGGI).

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

Constats :

Dans son étude de dangers, l'exploitant étudie les conséquences d'une perte d'utilité sur son activité industrielle, qu'il s'agisse de l'électricité, de l'air comprimé, de l'eau potable ou de gaz naturel.

Lors de l'inspection du 01/04/2025, l'exploitant a confirmé :

- qu'une perte d'utilité, quelle qu'elle soit, aurait essentiellement pour conséquence d'arrêter tout ou partie de la production ;
- que l'arrêt brutal de la production ne conduirait pas à l'apparition de situation dangereuse dans la mesure où les process mis en œuvre ne risquent pas de dériver si les conditions de température, pression, etc.. ne sont plus contrôlées ;
- que l'existence, d'une part, de batteries autonomes au niveau des détecteurs incendie et d'autre part, d'électrovannes au niveau du réseau de gaz naturel, permet de maintenir les installations de stockage et de production en sécurité même en l'absence d'une alimentation continue en électricité ;
- que l'existence de dispositifs de coupure au niveau des chaudières permet de mettre en sécurité ces équipements en cas de dysfonctionnement au niveau de l'alimentation en gaz naturel ;
- qu'il resterait possible d'accéder à l'information concernant les stocks de produits dangereux et/ou combustibles présents sur site à partir du serveur principal de l'entreprise, notamment en le consultant à partir d'un poste situé sur un autre établissement du groupe.

Compte-tenu de ces constats, l'exploitant n'a pas mis en place de stratégie spécifique pour la situation de perte d'utilité et s'appuie plutôt sur les procédures propres à chaque équipement pour pouvoir le remettre en fonctionnement en sécurité.

Toutefois, en séance, l'exploitant a indiqué être conscient que l'usage des RIA pourrait être remis en cause en cas de panne d'électricité dans la mesure où les surpresseurs nécessaires à leur

fonctionnement ne seraient plus alimentés. Cependant les volumes d'eau nécessaires à la lutte contre l'incendie resteraient disponibles. Il faudrait donc qu'ils soient mis en œuvre à l'aide des moyens propres aux services de secours (motopompe, ...).

De même, l'impact que pourrait avoir une coupure d'électricité sur les réseaux de communication n'est pas totalement évalué.

Enfin, l'exploitant dispose déjà de numéro de téléphone permettant de contacter ses fournisseurs d'énergie, qui seraient utilisés pour les interroger sur la durée de l'indisponibilité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Bien que la situation présentée par l'exploitant réponde à la prescription contrôlée (absence de dérive des installations utilisées par l'exploitant en cas de perte d'utilité), vu les échanges ayant eu lieu le 01/04/2025, l'inspection conseille à l'exploitant de :

- prévoir dans son POI une fiche spécifique décrivant la démarche de lutte contre un incendie en cas de perte d'électricité (impossibilité d'utiliser les RIA et nécessité de mettre en œuvre les moyens des services de secours type motopompe) ;
- d'étudier la stratégie devant être adoptée en cas de perte des réseaux de communication (en particulier en cas de dysfonctionnement des antennes relai des opérateurs téléphoniques comme cela fut le cas lors de la tempête Ciaran de novembre 2023).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]

Constats :

Comme indiqué dans la fiche n°2 de ce rapport, vu les process mis en œuvre au niveau de l'entreprise, une coupure d'électricité ou de gaz naturel aurait pour conséquence d'arrêter la production associée sans pour autant conduire à l'apparition de situation dangereuse.

Par ailleurs, le dispositif de détection incendie est équipé de batteries autonomes qui permettent de maintenir le niveau de surveillance vis-à-vis de ce risque.

Actuellement, l'exploitant ignore si le détecteur de CH₄ installé dans le local chaufferie dispose également de batterie.

Par ailleurs, il a identifié dans son étude de dangers qu'il devrait mettre en place, sur le réseau principal de gaz naturel, deux vannes, asservies à des pressostats et au détecteur CH₄ qui permettront de mettre en sécurité le site en cas de fuite de gaz.
L'inspection note que ce type de dispositif est déjà présent au niveau de la chaudière SHUGGI utilisée dans le cadre de la production d'aliments pour animaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte-tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en place sur le réseau de gaz naturel les vannes, asservies au pressostat et détecteur de CH₄ (équipements prescrits par l'article 2.13 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 applicable à une ICPE classée sous la rubrique n° 2910, ayant été identifiés comme MMR1 dans l'étude de dangers fournies à l'administration en novembre 2024).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;

-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;

-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;

-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;

-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

Constats :

Le 01/04/2025, l'inspection a constaté la présence de consignes de sécurité dans les différents locaux de l'entreprise (stockages, production). L'application de ces consignes sont régulièrement testées, notamment au travers d'exercice d'évacuation, de défense incendie ou de mise en œuvre du POI de l'entreprise.

Lors de l'échange ayant eu lieu le 01/04/2025, l'exploitant a indiqué qu'il n'existe pas de consigne spécifique à la coupure d'électricité ou de gaz. Cependant, chaque équipement dispose de consignes propres qui décrivent les actions devant être réalisées pour les (re)mettre en route.

De même, les personnels ne sont pas formés spécifiquement aux actions devant être réalisées en cas de coupure d'électricité ou de gaz mais connaissent les procédures devant être mise en œuvre en cas de dysfonctionnement des équipements (si cela ne relève pas de leurs compétences propres, ils font appel à des personnels spécialisés).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 64 « Équipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

Constats :

En cas d'arrêt de perte en électricité, les détecteurs incendie du site SERMIX sont actuellement équipés de batteries autonomes.

La pérennité de ce réseau de détecteurs est assurée essentiellement par la réalisation des opérations de contrôles périodiques et de maintenance prévues, d'une part, par le constructeur et la réglementation (vérification semestrielle du bon fonctionnement du dispositif de détection incendie, remplacement à échéance fixe des batteries) et, d'autre part, par des interventions ponctuelles en cas de dysfonctionnement identifié par l'exploitant.

Par ailleurs, l'information concernant le fait que les détecteurs incendie fonctionnent sur batterie du fait d'un problème sur l'alimentation électrique du site est transmise en temps réel sur les téléphones professionnels de certains personnels (directeur, maintenance, ...).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56 « Utilités.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces

conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.
Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »
<p>Constats :</p> <p>Les échanges présentés dans les fiches précédentes de ce rapport ont mis en évidence que le maintien en sécurité du site SERMIX en cas de coupure électrique dépendait essentiellement du bon fonctionnement de son dispositif de détection incendie.</p> <p>Dans le cadre de la préparation de l'inspection réalisée le 7 novembre 2023, l'exploitant avait fourni le plan des zones couvertes par le dispositif de sécurité incendie au sein de l'usine ainsi que le tableau des performances de ces équipements, rédigé le 17/10/2023 par la société DESAUTEL, permettant de justifier le bon dimensionnement de cette installation.</p> <p>Le 01/04/2025, l'inspection a contrôlé la présence sur le terrain :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des détecteurs incendie dans les stockages de matières premières et de produits finis, dans la chaufferie, dans l'étage 3 de la tour de fabrication ; • des dispositifs de protection présents sur le réseau de gaz naturel ayant été décrits dans l'étude de dangers de novembre 2024, que ce soit au niveau de la chaufferie ou du SHUGGI. <p>Sous réserve de la demande ayant été faite dans la fiche n° 3 de ce rapport, l'inspection constate que la prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 26/05/2014</p> <p>Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »</p>
<p>Constats :</p> <p>En cas d'arrêt de perte en électricité, les détecteurs incendie du site SERMIX sont actuellement équipés de batteries qui ont une autonomie de 12 h en surveillance et de 10 minutes en alarme. Le choix de ces batteries est historique et a essentiellement été fait par le fournisseur, sans réflexion particulière de la part de SERMIX.</p> <p>Si l'autonomie des batteries était insuffisante pour couvrir la durée de la perte d'utilité, SERMIX</p>

envisagerait de mettre un dispositif de surveillance par une entreprise spécialisée.

Par ailleurs, SERMIX mène actuellement une réflexion en interne afin de déterminer s'il serait intéressant de prévoir le secours de l'entreprise à l'aide de groupes électrogènes et, si oui, sous quelle forme (location ponctuelle de groupe électrogène dans le cadre d'un contrat de mise à disposition rapide ou achat de l'équipement et des cuves nécessaires au stockage du fioul permettant d'assurer une certaine autonomie dans le temps dont la durée est encore à déterminer).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 52 « Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

L'étude de dangers transmise par SERMIX en novembre 2024 fait apparaître l'émission de fumées toxiques en dehors des limites du site de l'entreprise, à 28 mètres de hauteur, en cas d'incendie des stockages de matières premières ou de produits finis.

Le dispositif de détection incendie dans ces endroits est donc l'une des barrières de maîtrise de ce risque.

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni :

- le dernier rapport de contrôle de son dispositif de détection incendie (n° 03775104-001, DESAUTEL, du 16/10 au 08/11/2024) ;
- le bon d'intervention attestant des travaux de remise en état de celui-ci (n° 485239, DESAUTEL, le 22/01/2025) ;

- les derniers rapports de contrôle de ses installations électriques, notamment par thermographie (DEKRA, du 17/02 au 24/02/2024 puis du 17/03 au 24/03/2025, Global Risk Consultants, le 16/09/2024) ;
- le dernier rapport de contrôle de son réseau de gaz et de ses chaudières (DEKRA, intervention du 11/06/2024) ;
- les plans d'actions envisagés au 23/03/2025 en vue de résorber les non-conformités constatées.

Le 01/04/2025, l'inspection a demandé à l'exploitant de faire un essai de déclenchement d'un détecteur incendie et a constaté que le report se faisait correctement au niveau de la centrale située dans le hall de l'accueil de l'usine.

Il a également été constaté que la centrale signalait un défaut batterie au niveau du bâtiment A servant au stockage des matières premières.

L'exploitant a indiqué que la commande en vue de la réalisation des travaux de remplacement des batteries associées aux détecteurs incendie était en cours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des constats présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le document attestant de la réalisation des travaux de remplacement des batteries du système de sécurité incendie couvant le bâtiment A.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Conformité des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des installations électriques

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

[...]

Constats :

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis les documents suivants :

- le rapport détaillé de vérification des installations électriques présentes au niveau du local « Laboratoire NOE », réalisé par DEKRA du 17 au 24 mars 2025 ainsi que le compte-rendu Q18 associé ; ces documents indiquent la présence de 5 non-conformités qui n'ont pas pour conséquence d'être susceptibles de provoquer un incendie ou une explosion ;
- le rapport détaillé de vérification des installations électriques présentes au niveau de l'usine, réalisé par DEKRA du 17 au 24 février 2025 ainsi que le compte-rendu Q18 associé ; ces documents indiquent la présence de 130 non-conformités, dont plusieurs susceptibles

de provoquer un départ d'incendie ou d'explosion ;

- le rapport d'examen d'installation électrique par thermographie infrarouge, réalisé le 05/09/2024 par la société Global Risk Consultants ;
- le rapport de vérification périodique du réseau gaz et des trois chaudières présentes dans l'usine, réalisée par DEKRA le 11/06/2024 ; ce document indique la présence de plusieurs non-conformités ;
- les plans d'action, actualisés au 28/03/2025, qui permettent à l'exploitant de suivre l'avancée des travaux réalisés en vue de résorber les non-conformités identifiées lors des contrôles périodiques.

Après lecture de ces documents, l'inspection constate que, malgré les travaux engagés depuis plusieurs années, les installations électriques présentent toujours des non-conformités importantes susceptibles d'initier un phénomène dangereux.

De ce fait, l'inspection propose à M. le Préfet des Côtes d'Armor de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 23-I de l'arrêté ministériel du 22/10/2018 en réalisant dans un délai de trois mois les travaux et les actions permettant de sécuriser les installations électriques de son usine.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois